

DG/97/29
Original espagnol

ORGANISATION DES NATIONS UNIES
POUR L'ÉDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE

Discours
de
M. Federico Mayor

Directeur général
de
l'Organisation des Nations Unies
pour l'éducation, la science et la culture
(UNESCO)

à l'occasion de la collation de son grade de docteur honoris causa
de l'Université de Salamanque

Liberté et culture de la paix

Salamanque (Espagne), 27 juin 1997

Monsieur le Recteur,
Mesdames et Messieurs les professeurs et les étudiants,
Chers collègues et amis,
Mesdames et Messieurs,

Permettez-moi de vous dire combien je suis ému et reconnaissant de l'honneur que me fait la première Université d'Espagne. Quand les mérites de l'impétrant sont exposés par un disciple et ami, ils sont toujours exagérés et il s'agit alors d'une *laudatio* (éloge) et non d'une *descriptio* (description). Le professeur José Maria Medina a merveilleusement rempli sa mission, il a fait une *laudatio*. Parce qu'il connaît bien le nouveau Docteur *honoris causa* de l'Université de Salamanque et qu'il a de l'amitié pour lui, il a exagéré les mérites qu'on peut me reconnaître.

Aussi imiterai-je le professeur Hans Krebs, cet homme d'une remarquable modestie en dépit de son immense renommée scientifique qui, en une occasion semblable, après une présentation pareillement élogieuse, a dit: "Après tout cela, malgré toute mon humilité, je dois avouer que j'ai terriblement envie de m'écouter".

Monsieur le Recteur,
Mesdames et Messieurs,

Etre nommé docteur *honoris causa* de l'Université de Salamanque est une distinction qui comporte de grandes responsabilités. La reconnaissance accordée par cette maison vouée à l'étude - qui, avec les Universités de Paris, Oxford, Bologne et Padoue, figure parmi les plus anciennes et les plus prestigieuses du monde - implique un engagement envers le savoir et la culture dans leur dimension la plus universelle.

Parmi les discours les plus mémorables qu'a connus l'Université de Salamanque, je voudrais en évoquer deux, qui furent prononcés par un frère dominicain en 1538. C'étaient ce qu'on appellerait aujourd'hui des leçons magistrales et qui portaient alors le nom de *relecciones*. La première, *De Indis*, portait sur les droits et les libertés des indigènes du Nouveau Monde, découvert depuis peu et uni par la force des armes à la couronne de Castille. La seconde, *De jure belli*, était un plaidoyer en faveur du droit des peuples à vivre et à créer en paix. Les idées exposées dans ces deux leçons eurent plus tard une immense influence sur la pensée européenne, à tel point que leur auteur, Francisco de Vitoria, est considéré aujourd'hui comme l'un des fondateurs du droit international.

J'ai cité Vitoria, dont l'activité d'enseignement a commencé alors que cette université était déjà tricentenaire, parce que la préoccupation morale qui imprègne son oeuvre et la thématique centrale de ces leçons - la paix et la liberté - coïncident entièrement avec la mission éthique de l'UNESCO et avec les idées que je souhaite échanger brièvement avec vous tous aujourd'hui. Si j'avais voulu choisir un thème différent, Salamanque m'aurait fourni d'autres exemples illustres, d'autres professeurs dont l'oeuvre n'est pas moins exceptionnelle, tels que Domingo Ibañez, le Père Suárez, Fray Luis de León, Unamuno. Parce que durant plus de sept siècles et souvent malgré d'énormes difficultés, Salamanque a été un havre pour la

DG/97/29 - page 2

pensée et la culture, c'est-à-dire pour la liberté, un centre qui a incité vivement à l'aventure de l'esprit, faisant honneur à sa devise médiévale "*Omnium scientiarum princeps Salamantica*".

Ce lien organique entre les savoirs et les valeurs n'est pas fortuit. L'université moderne, qui est née au XIIIe siècle dans quelques villes européennes, a vite constitué une puissance spirituelle de premier ordre face au pouvoir de la noblesse et de l'église. C'était, comme le dit Ortega dans un essai célèbre, "l'intelligence en tant que telle, libre et pure qui, pour la première fois, avait l'audace d'être directement une énergie historique". L'intelligence comme énergie historique, comme liberté: c'est ce qu'a été Salamanque. A la faveur de la réflexion et de l'étude, les hommes cultivés de l'époque se sont posé les grandes questions éthiques, celles que le monde chrétien avait héritées de l'antiquité classique et celles des nouveaux conflits que suscitait la rapide transformation de la société médiévale, avec les découvertes géographiques, les innovations techniques ou la révolution idéologique née du contact avec la pensée grecque, celle d'Aristote surtout, transmise par les philosophes arabes et hébreux. A ce propos, il faut souligner que Salamanque a joué un rôle particulièrement important en créant, comme vous le savez, les premières chaires d'arabe en Europe, à partir desquelles a été diffusée l'oeuvre de penseurs comme Avicenne et Averroès. Au milieu du XVIe siècle, alors qu'il n'existait encore qu'un petit nombre d'universités en Europe, Salamanque avait déjà onze chaires de philosophie, quatre de grec, deux de langues orientales et une d'astronomie.

Monsieur le Recteur,
Mesdames et Messieurs,

La défense de la liberté d'enseignement et d'expression - qui est une autre constante de l'histoire de l'Université - a été l'un des principaux facteurs de transformation historique au cours des derniers siècles. Car si l'Université doit diplômer les professionnels dont la société a besoin et assurer la continuité de la recherche scientifique, elle a aussi pour mission de préserver, d'enrichir et de transmettre la culture aux nouvelles générations. Et l'un des aspects très importants de toute culture est celui des principes et les valeurs qui fournissent les bases morales, les repères éthiques indispensables pour construire l'avenir.

J'aime à répéter que la suprême expression de la culture est le comportement quotidien. C'est en effet en vertu des traditions dont nous avons hérité, de ce que nous avons pensé, vu et ressenti, de ce dont nous nous souvenons et de ce que nous avons oublié, de ce que nous aimons ou haïssons, de ce que nous rêvons, inventons et découvrons, que nous agissons tous les jours. Cette action directe, ce comportement quotidien, c'est cela la culture. Voilà pourquoi la culture a presque toujours éveillé la méfiance. Voilà pourquoi, 30 ans après l'esquisse, dans les années 50, de la première stratégie internationale de développement fondée concrètement sur la croissance économique, on ne pouvait pas encore, au début des années 80, parler d'éducation; ce n'est qu'en 1989 qu'on a pu le faire pour la première fois et obtenir que la stratégie internationale de développement englobe non seulement la croissance économique mais aussi le développement politique et la formation des ressources humaines, ainsi que la lutte contre la souffrance et la pauvreté. Il a donc fallu 40 ans pour prendre en compte l'éducation; quant à la culture, elle est encore laissée à l'écart. Malgré les efforts d'organisations comme celle que j'ai l'honneur de diriger, quand arrive l'heure de vérité, la culture, parce qu'elle est un comportement quotidien, suscite beaucoup de méfiance et on essaie de la laisser en dehors des grandes lignes de conduite internationale qui, faute précisément de ce type de guide et d'orientation, manquent si souvent le but qu'elles s'étaient fixé. Car l'éducation est bien plus que l'information, bien plus que l'instruction; elle signifie l'acquisition de la souveraineté personnelle, de ce que Xavier Zubiri décrirait comme la vie ou l'être soi-même. C'est-à-dire la capacité d'agir par soi-même de dire oui ou non à l'issue d'un

processus de réflexion et d'écoute personnelles. C'est ce qui résulte de l'exercice de la volonté propre de chacun et non d'une volonté extérieure.

Que de problèmes auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui parce que, précisément, nous obéissons à une volonté externe, parce qu'une éducation incomplète nous fait confondre connaissance et information, et parfois savoir et sagesse, parce que nous fournissons les moyens et les équipements, mais en oubliant les principes qui doivent guider notre action quotidienne.

Ces principes si bien proclamés par l'Acte constitutif de l'UNESCO. Celui-ci est en accord avec l'Université en général, et plus particulièrement avec ce que signifie l'Université de Salamanque, quand il nous dit que le développement économique est indispensable mais qu'il n'est pas suffisant, qu'il en est de même pour le développement politique, et que le bien-être dépend de la solidarité intellectuelle et morale de l'humanité. Pour construire une paix fondée sur la solidarité grâce à l'éducation, la science et la culture, à la souveraineté individuelle, à la liberté pour chacun d'exprimer ce qu'il pense que donnent l'éducation, la science et la culture, nous devons tout faire pour que les lois soient justes et que les citoyens participent. Parce que - comme le dit ce même Acte constitutif, écrit en une époque d'énorme tension pour l'humanité, et donc de clairvoyance - il n'y a pas d'action possible en dehors du cadre de la démocratie et des libertés publiques, en sorte que les lois soient des lois justes.

En effet, Monsieur le Recteur, nous disons souvent que nous vivons dans un monde régi par la loi. Mais nous ne pouvons pas oublier que c'était aussi dans un cadre légal et dans le respect des lois que s'est jouée la tragédie de Weimar ou qu'ont vécu pendant des lustres, pendant presque un siècle, tous les citoyens réduits au silence en Union soviétique. Je veux vous dire que la liberté d'expression, d'enseignement, de pensée, est si importante que c'est elle qui figure à l'article premier de l'Acte constitutif de l'UNESCO qui doit garantir "la libre circulation des idées, par le mot et par l'image". Il ne peut en être ainsi que grâce à la liberté d'expression, comme il n'est de justice que parce que les lois sont justes, parce que la participation des citoyens fait qu'elles soient justes, qu'elles soient la voix de ceux qui n'ont pas encore la parole et qu'elles soient l'émanation de la représentation parlementaire qui est le pilier de la démocratie.

Je voudrais vous dire enfin qu'il n'y a pas de paix durable sans développement durable et juste. Et qu'il n'est pas de développement durable et juste en dehors du cadre des principes démocratiques que l'Acte constitutif de l'UNESCO, encore, proclame: la justice, la liberté, l'égalité et la solidarité.

Monsieur le Recteur,

J'aimerais commenter très brièvement un point qui me semble fondamental et qui est l'essence de l'Université et de l'Université de Salamanque; c'est la phrase d'Horace "oser savoir". Parce que nous devons répondre en permanence à cette injonction, à ce *sapere aude*, nous ne devons pas craindre de connaître, ce qui veut dire que nous ayons une attitude d'écoute permanente, que nous soyons tournés vers l'universalité, que nous nous rendions compte que le monde est un ou n'est pas, que nous soyons conscients du fait que beaucoup de problèmes ne peuvent être résolus à l'échelon individuel pas plus qu'à l'échelon national ou régional; qu'ils ne peuvent être résolus qu'à l'échelon mondial. Nous devons savoir que la plupart des défis auxquels nous devons faire face aujourd'hui se posent à l'échelle planétaire et que les problèmes transnationaux ne peuvent trouver de solutions que transnationales. Nous devons admettre la réalité dans toute sa complexité et nous abstenir de faire des synthèses qui en

simplifient la perception parce que la simplification - en tant que scientifique, je ne me lasse pas de le répéter, mais c'est vrai également dans le domaine de l'éthique et de la politique conduit parfois à la modification de la perception, mais ne conduit pas à la modification souhaitée de la réalité sous-jacente. Nous devons donc savoir décrire la réalité telle qu'elle est et, si elle est complexe, savoir que nous disposons aujourd'hui des moyens conceptuels et techniques nécessaires pour faire face à la complexité. C'est précisément le cas dans votre Université. Nous devons affronter cette réalité complexe d'un point de vue interdisciplinaire, car c'est la seule façon de prendre des mesures susceptibles de corriger les tendances actuelles de cette réalité qui nous préoccupe tant aujourd'hui. Et nous devons être capables d'agir à temps. Comme scientifique, je dois répéter qu'agir à temps est aujourd'hui plus nécessaire que jamais en politique. Quel a été mon découragement d'entendre avant-hier à New York, pour le cinquième anniversaire du Sommet Planète Terre, la décision d'ajourner des mesures qui ne peuvent pourtant plus attendre. C'est que nous n'avons pas conscience non seulement du fait que les choses peuvent devenir irréversibles, mais encore du coût de l'inaction. De son coût dans tous les domaines, y compris en vies humaines. Avant-hier - en entendant précisément certaines des déclarations des pays les plus industrialisés de la planète -, j'ai demandé au professeur Mikhail Mesarovitch de me faire un rapport, si possible dans un délai d'un an, sur le coût de l'ajournement de décisions qui sont déjà aujourd'hui, à mon avis et d'un point de vue scientifique, absolument urgentes. On ne peut consentir à de tels ajournements, à une telle myopie dans la prise de décisions parce que, comme je le dis, le prix à payer sur le plan social et humain - ainsi qu'en ce qui concerne la qualité de cet environnement que nous devons tous protéger - pourrait être extraordinairement élevé.

Il est un autre facteur de gouvernabilité qui me semble fondamental et qui marque l'interaction avec l'Université conçue comme conscience, comme tour de vigie, ce centre d'anticipation et de prévention qu'est l'Académie, qu'est l'Université: ce facteur est l'assurance d'un minimum de continuité dans les décisions essentielles. On ne peut pas, une fois qu'on est arrivé à fixer une série d'actions qui, en s'enchaînant, peuvent permettre d'atteindre les objectifs fixés, être à la merci des fluctuations politiques et de la discontinuité des réformes et des gouvernements. Les peuples sont représentés par les parlements et ce sont ces derniers qui doivent assurer la continuité de réformes qui, par leur nature - celles de l'éducation en premier lieu, mais aussi celles de la politique scientifique -, doivent connaître un minimum de continuité pour réussir. La gouvernabilité dépend finalement de la disponibilité des ressources humaines, techniques et naturelles qui doivent être mises à la disposition des citoyens pour atteindre les objectifs nationaux, régionaux et planétaires qui sont aujourd'hui si urgents. Pour réussir, nous devons une fois de plus ne pas nous éloigner de la réalité. Quand nous décrivons ces ressources et ces capacités, quand nous disons que nous possédons des instruments, nous devons savoir si nous pouvons en avoir véritablement la maîtrise.

J'ai vu récemment, Monsieur le Recteur, des analyses de la situation qui me paraissent très préoccupantes. Car on y parle avec une certaine hauteur de la manière dont certains pays, d'Afrique par exemple, sont aujourd'hui en mesure de réagir face aux remous qui agitent le monde et la scène internationale, alors que si l'on examine la réalité, on se rend compte qu'ils ne sont pas maîtres de leurs propres ressources naturelles; on se rend compte que même les instruments que nous leur fournissons, ils doivent nous les payer le lendemain avec des intérêts. Il nous faut donc connaître la réalité exacte de la situation pour pouvoir la transformer, guidés par les principes fondamentaux que sont la liberté et la capacité de penser de manière novatrice; or, ce sont bien là les caractéristiques fondamentales de l'institution universitaire.

Le professeur Medina a cité la recommandation que me faisait le professeur Krebs; "Faire de la recherche, c'est voir ce que d'autres peuvent voir et penser ce que personne n'a pensé". Tout au long de notre vie universitaire, nous devons nous consacrer surtout à penser, à méditer, pour chercher ainsi à apporter une contribution, faite non seulement de découvertes, mais aussi d'authentiques innovations conceptuelles, de nouvelles façons d'observer la réalité.

Connaître et entreprendre. Si aux autres niveaux du parcours éducatif il faut apprendre à apprendre à l'université, il faut apprendre à s'aventurer. Il faut apprendre à entreprendre, à avoir l'esprit d'entreprise. Nous devons oser savoir, mais aussi savoir oser. Savoir oser Monsieur le Recteur, Mesdames et Messieurs, est une autre recommandation fondamentale pour la conduite de notre vie à tous, de notre vie de tous les jours. Cette indocilité est fondamentale et il nous faut la conserver au cours des ans, quel que soit notre âge. Nous ne devons pas nous soumettre à accepter l'inacceptable.

J'aime à répéter que le risque sans connaissance est dangereux, mais que la connaissance sans risque est inutile. Voilà pourquoi, aujourd'hui plus que jamais, l'Université doit faire en sorte que la connaissance nous permette d'oser. Non seulement oser savoir, mais aussi savoir oser dans notre vie quotidienne. Que celui qui veut savoir aille à Salamanque, dit-on depuis plusieurs siècles. Eh bien ! que celui qui veut oser aille aussi à Salamanque.

C'est ainsi que nous ferons participer ensemble toutes les universités du monde, l'année prochaine, au cinquantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, car c'est bien nécessaire. C'est nécessaire parce qu'il est arrivé qu'on se serve d'eux, que certains pays et institutions les utilisent comme s'ils en étaient les propriétaires en délivrant des sortes de diplômes et de certificats.. Mais les droits de l'homme sont des droits individuels. Ils appartiennent à chacun d'entre nous. C'est l'une des possessions les plus précieuses que nous ayons acquises au cours des dernières années. Comme le stipule le premier paragraphe de l'article 26 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, "l'accès aux études supérieures doit être ouvert en pleine égalité à tous en fonction de leur mérite". C'est dire clairement que professeurs et étudiants doivent être à l'Université sur la base de leurs mérites respectifs.

Monsieur le Recteur,

Le titre que vous me décernez m'aidera dans la lutte continue que je soutiendrai aussi longtemps que je le pourrai - que ce soit ou non comme Directeur général de l'UNESCO pour réduire les asymétries, les disparités qui sont à l'origine de tant de conflits, pour mieux décliner le verbe partager, qui est fondamental pour la démocratie et pour la justice, et qui finalement ne nous sert pas seulement à savoir oser, mais aussi à savoir agir. A savoir agir à temps, c'est-à-dire à prévenir et aussi à espérer. Savoir pour espérer ou, au moins, pour ne pas désespérer, pour avoir encore quelque chose à attendre. Le savoir n'est pas un don, ce n'est pas un ordinateur, on ne peut pas nous en faire cadeau. C'est un processus quotidien, un travail de toute la vie. C'est trouver les réponses essentielles, là où naissent les questions essentielles. C'est-à-dire en nous-mêmes, au plus profond de nous-mêmes. Que ce soit à l'échelon national, régional ou individuel, le savoir ne nous viendra pas de l'extérieur. C'est ce que Vaclav Havel montre si bien dans son essai "L'attente", où il dit: "Samuel Becket a menti et de nombreux peuples, de nombreux pays, de nombreuses régions continuent à attendre Godot, mais Godot n'arrive pas parce qu'il n'existe pas".

Je vous remercie.